

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.578/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 27 octobre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant plusieurs dispositions relatives à la formation continuée des officiers du cadre actif des forces armées", a donné le 21 novembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations particulières

Dispositif

Article 5

L'article 5 du projet examiné vise à compléter le programme des cours donnés à l'École royale militaire, figurant à l'annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 2002 relatif à l'organisation de l'École royale militaire, afin d'y ajouter les programmes du master ès arts en administration publique et militaire et du master ès arts en sciences politiques et militaires.

Conformément à l'article 1^{er}ter, § 6, de la loi du 18 mars 1838 organique de l'École royale militaire, cette modification du programme des cours doit être soumise à l'avis conforme du conseil de perfectionnement et d'instruction de l'École.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité préalable, qui sera visée au préambule du projet.

Article 17

L'article 17 du projet examiné dispose :

"Art. 17. Partout dans le chapitre IV, modifié par l'arrêté royal du 16 février 2006, le mot «cours» est remplacé par le mot «formation» et le texte est modifié grammaticalement en conséquence, le cas échéant."

.../...

Le chapitre IV de l'arrêté royal du 12 août 2003 relatif à la formation continuée des officiers du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major, traite effectivement du cours pour candidats officiers supérieurs, lequel devient, dans la nouvelle terminologie consacrée par le projet examiné, la "formation pour candidats officiers supérieurs".

Cette substitution ne peut cependant s'appliquer aux mots figurant à l'article 27, § 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 12 août 2003 que sous la réserve suivante : au paragraphe 1^{er}, il y a lieu de remplacer les mots "les cours visés à l'article 24" par les mots "la formation visée à l'article 24", au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "la partie commune du cours" par les mots "la partie commune de la formation" et à l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots "les cours visés" par les mots "la formation visée".

Article 33

L'article 33 vise à abroger l'article 9 de l'arrêté royal du 10 août 2006 relatif à l'organisation de l'institut royal supérieur de défense. Ce dernier dispose :

"Art. 9. Jusqu'à la date fixée par le Roi, sont toutefois assurés par l'École royale militaire sur la base des dispositions de l'arrêté royal du 8 octobre 1998 portant organisation de l'institut royal supérieur de Défense, les cours suivants :

- 1° le cours de base d'état-major;
- 2° le cours pour candidat officier supérieur;
- 3° le cours supérieur d'état-major;
- 4° le cours supérieur d'administrateur militaire.

Jusqu'à la date fixée par le Roi, pour les cours visés à l'alinéa 1^{er} :

- 1° les compétences dévolues au commandant de l'Institut royal supérieur de défense à l'égard des officiers stagiaires et du personnel enseignant sont exercées par le commandant de l'École royale militaire;
- 2° les organes d'avis suivants continuent à fonctionner selon les règles existantes :
 - a) le conseil de la formation continuée;
 - b) un comité de coordination par cours visé à l'alinéa 1^{er};

.../...

- 3° les nominations et désignations du personnel enseignant visé au chapitre III de l'arrêté royal du 8 octobre 1998 portant organisation de l'institut royal supérieur de défense restent valables, jusqu'à nouvelle nomination ou désignation, ou remplacement, selon les règles applicables au personnel enseignant de l'École royale militaire;
- 4° les dispositions de l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour missions d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers, restent applicables aux personnes chargées d'une mission d'enseignement dans le cadre de ces cours.

Jusqu'à la date fixée par le Roi, pour la composition des jurys visés à l'article 33 de l'arrêté royal du 12 août 2003 relatif à la formation continuée des officiers du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major, chaque fois qu'il est fait mention de «l'institut», il faut entendre l'École royale militaire."

L'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur le fait que l'abrogation de l'article 9, alinéa 2, 3°, précité, aurait pour effet que plus aucune disposition réglementaire ne réglerait le sort des professeurs civils de l'Institut royal supérieur de Défense ⁽¹⁾.

En réponse à cette interrogation, l'officier délégué a répondu ce qui suit :

"L'organisation des cours de formation continuée des officiers par l'ERM en lieu et place de l'ancien IRSD, depuis le 16 août 2006, justifie l'abrogation de l'article 9 de l'arrêté royal du 10 août 2006 précité.

L'article 33 du projet abroge la disposition transitoire de l'arrêté royal du 10 août 2006 à la date du 16 août 2006, qui est la date d'entrée en vigueur du projet. Dans sa forme actuelle, la disposition transitoire sera donc réputée n'avoir jamais existé depuis l'entrée en vigueur du projet. Pour éviter que les actes exécutés en application de la mesure transitoire de l'arrêté royal du 10 août 2006 ne soient entachés d'insécurité juridique, l'article 33 du projet pourrait être modifié de telle sorte que, jusqu'au 31 décembre 2006 (date de fin de la session 2005-2006 du cours supérieur d'administrateur militaire), restent applicables au personnel enseignant qui donnait cours à l'IRSD avant l'entrée en vigueur du projet et qui continue à donner cours dans le cadre de la formation continuée à l'ERM, les dispositions des Reg A16-B44 et BIP-N-073 citées ci-dessus (c'est-à-dire, les dispositions de l'alinéa 2, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 10 août 2006 précité).

Ces dispositions pourraient ensuite être remplacées par un système analogue à celui pratiqué dans le monde universitaire (par exemple, des

⁽¹⁾ Cette question a été évoquée lors de l'examen en commission de la proposition devenue la loi du 1^{er} août 2006 modifiant certaines dispositions diverses relative à l'École royale militaire (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51 2455/003).

conférenciers) en ce qui concerne les personnes ne répondant pas aux critères fixés par la loi du 16 mars 1994 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant de l'École royale militaire. En ce qui concerne les personnes répondant au prescrit législatif cité, aucun problème ne se pose et les dossiers de nomination sont d'ores et déjà préparés."

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	Ph. QUERTAINMONT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.578/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 oktober 2006 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van meerdere bepalingen betreffende de voortgezette vorming van de officieren van het actief kader van de krijgsmacht", heeft op 21 november 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 5

Artikel 5 van het voorliggende ontwerp beoogt het programma te vervolledigen van de cursussen die gegeven worden aan de Koninklijke Militaire School, welk programma blijkt uit de bijlage bij het koninklijk besluit van 26 september 2002 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, teneinde er de programma's mee in op te nemen met betrekking tot de master in de openbare en militaire administratie en de master in de politieke en militaire wetenschappen.

Overeenkomstig artikel 1^{ter}, § 6, van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School dient deze wijziging van het programma van de cursussen overeen te stemmen met het advies van de vervolmakings- en opleidingsraad van de School.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat voldaan wordt aan dit voorafgaande vormvereiste, waarvan melding dient te worden gemaakt in de aanhef van het ontwerp.

.../...

Artikel 17

Artikel 17 van het voorliggende ontwerp luidt als volgt :

"Art. 17. Overal in hoofdstuk IV, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 2006, wordt het woord «cursus» vervangen door het woord «vorming» en de tekst is, in voorkomend geval, in overeenstemming daarmee grammaticaal gewijzigd."

In hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 12 augustus 2003 betreffende de voortgezette vorming van de officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor, wordt inderdaad gesproken over de cursus voor kandidaat-hoofdofficier, welk begrip, in de nieuwe terminologie die gehuldigd wordt in het voorliggende ontwerp, gewijzigd wordt in "de vorming voor kandidaat-hoofdofficier".

Wat betreft de woorden in artikel 27, § 1, en § 2, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2003, kan deze vervanging doorgevoerd worden, met dien verstande dat in paragraaf 1 de woorden "de cursussen bedoeld in artikel 24" vervangen dienen te worden door de woorden "de vorming bedoeld in artikel 24", in paragraaf 2, eerste lid, de woorden "het gemeenschappelijke gedeelte van de cursus" door de woorden "het gemeenschappelijk gedeelte van de vorming" en in het tweede lid van dezelfde paragraaf de woorden "de cursussen bedoeld" door de woorden "de vorming bedoeld".

Artikel 33

Artikel 33 strekt tot de opheffing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2006 betreffende de organisatie van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie. Die laatste bepaling luidt als volgt :

"Art. 9. Tot aan de door de Koning bepaalde datum, worden de volgende cursussen evenwel verzekerd door de Koninklijke Militaire School op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1998 houdende organisatie van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie :

1° de basis stafcursus;

.../...

- 2° de cursus voor kandidaat-hoofdofficier;
- 3° de hogere stafcursus;
- 4° de hogere cursus voor militair administrateur.

Tot aan de door de Koning bepaalde datum, voor de cursussen bedoeld in het eerste lid :

- 1° worden de bevoegdheden toegewezen aan de commandant van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie ten opzichte van de officieren-stagiairs en van het onderwijzend personeel uitgeoefend door de commandant van de Koninklijke Militaire School;
- 2° blijven de volgende adviesorganen functioneren volgens de bestaande regels :
 - a) de raad voor de voortgezette vorming;
 - b) een coördinatiecomité per cursus bedoeld in het eerste lid;
- 3° blijven de benoemingen en aanwijzingen van het onderwijzend personeel bedoeld in het hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 oktober 1998 houdende organisatie van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, geldig tot aan een nieuwe benoeming of aanwijzing, of vervanging, volgens de regels die toepasselijk zijn op het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School;
- 4° blijven de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van de officieren, van toepassing op de personen belast met een onderwijsopdracht in het kader van deze cursussen.

Tot aan de door de Koning bepaalde datum, wordt, voor de samenstelling van de examencommissies bedoeld in artikel 33 van het koninklijk besluit van 12 augustus 2003 betreffende de voortgezette vorming van de officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor, telkens als er melding gemaakt wordt van «het instituut», de Koninklijke Militaire School bedoeld."

De aandacht van de steller van het ontwerp dient erop te worden gevestigd dat de opheffing van het voornoemde artikel 9, tweede lid, 3°, tot gevolg zou hebben dat geen enkele verordeningsbepaling nog de situatie zou regelen van hoogleraren die geen militairen zijn en die lesgeven aan het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie ⁽¹⁾.

Als antwoord op deze vraag heeft de gemachtigde officier het volgende gesteld :

"L'organisation des cours de formation continuée des officiers par l'ERM en lieu et place de l'ancien IRSD, depuis le 16 août 2006, justifie l'abrogation de l'article 9 de l'arrêté royal du 10 août 2006 précité.

L'article 33 du projet abroge la disposition transitoire de l'arrêté royal du 10 août 2006 à la date du 16 août 2006, qui est la date d'entrée en vigueur du projet. Dans sa forme actuelle, la disposition transitoire sera donc réputée n'avoir jamais existé depuis l'entrée en vigueur du projet. Pour éviter que les actes exécutés en application de la mesure transitoire de l'arrêté royal du 10 août 2006 ne soient entachés d'insécurité juridique, l'article 33 du projet pourrait être modifié de telle sorte que, jusqu'au 31 décembre 2006 (date de fin de la session 2005-2006 du cours supérieur d'administrateur militaire), restent applicables au personnel enseignant qui donnait cours à l'IRSD avant l'entrée en vigueur du projet et qui continue à donner cours dans le cadre de la formation continuée à l'ERM, les dispositions des Reg A16-B44 et BIP-N-073 citées ci-dessus (c'est-à-dire, les dispositions de l'alinéa 2, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 10 août 2006 précité).

Ces dispositions pourraient ensuite être remplacées par un système analogue à celui pratiqué dans le monde universitaire (par exemple, des conférenciers) en ce qui concerne les personnes ne répondant pas aux critères fixés par la loi du 16 mars 1994 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant de l'École royale militaire. En ce qui concerne les personnes répondant au prescrit législatif cité, aucun problème ne se pose et les dossiers de nomination sont d'ores et déjà préparés."

⁽¹⁾ Deze aangelegenheid is ter sprake gebracht tijdens het commissoriaal onderzoek van het voorstel dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 1 augustus 2006 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de Koninklijke Militaire School (Gedr. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51 2455/003).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	Ph. QUERTAINMONT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN